

Présidentielle 2027 : qui sont les 34 candidats déclarés et probables ?

Par [Julien Lemaigen](#), [Pauline Moyer](#) et [Léa Prati](#) (développement)

Article réservé aux abonnés

Explications Plus de trente candidats déclarés ou potentiels sont identifiables à ce stade. Mais leur chemin reste très long, en particulier si des primaires sont organisées pour départager les prétendants de certaines familles politiques.

Il y a ce qu'on ne sait pas encore : le nombre de candidats à gauche, l'identité du candidat du Rassemblement national (RN), ce que le camp présidentiel fera du legs d'Emmanuel Macron... Et il y a ce que l'on sait déjà : l'élection présidentielle de 2027 représente un rendez-vous politique majeur, non seulement pour une France déboussolée par la dissolution de l'Assemblée nationale de 2024, mais aussi au sein d'une Europe soumise à la poussée des populismes.

A moins de dix mois du scrutin suprême, toutes les forces politiques se mettent désormais en ordre de bataille. Qui sont les candidats en lice ? Quelles tensions internes agitent les partis ? Le point sur la situation.

Naviguer vers une partie :

Les Décodeurs ont recensé à ce stade vingt-deux candidats déclarés à l'élection présidentielle, auxquels s'ajoute une douzaine de candidats potentiels, voire très probables. On les retrouve aussi bien à gauche (20) qu'au centre (3), à droite (4) et à l'extrême droite (6). Cette recension précoce est amenée à évoluer et probablement à se réduire, notamment si plusieurs candidats d'une même famille politique se plient d'abord à une primaire. Chaque grand courant aborde le scrutin avec des enjeux

internes bien différents.

A gauche : la question de l'union

Plus le temps passe, plus l'idée d'une candidature unique à gauche semble s'éloigner. Aux élections législatives de 2024, La France insoumise (LFI), les Ecologistes, le Parti socialiste (PS), le Parti communiste français (PCF) et d'autres forces de gauche étaient pourtant parvenues à s'unir sous la bannière du Nouveau Front populaire (NFP), et à proposer l'économiste Lucie Castets comme candidate à Matignon.

Mais les relations entre LFI et plusieurs autres formations de gauche se sont depuis largement détériorées. Aux tensions existantes depuis le 7 octobre 2023 sur la question israélo-palestinienne se sont ajoutés plusieurs autres points de crispation : [accusations d'antisémitisme](#) contre Jean-Luc Mélenchon, refus du PS de censurer le gouvernement en janvier 2026, divergences stratégiques sur [les alliances aux municipales](#), etc.

Plusieurs figures de gauche, à l'instar de Marine Tondelier (Les Ecologistes), Clémentine Autain (L'Après), François Ruffin (Debout !) et Olivier Faure (PS) s'étaient engagés à organiser une primaire de la « gauche unitaire » afin de désigner un candidat commun pour 2027. Mais [ce processus est fragilisé](#) par le refus de plusieurs personnalités et formations de gauche (La France insoumise, Place publique, le Parti communiste) d'y participer, ainsi que par l'hésitation du PS.

► déclarée

Nathalie Arthaud (56 ans)

Porte-parole de Lutte ouvrière

Lutte ouvrière

La porte parole du parti d'extrême gauche Lutte ouvrière entend participer à sa quatrième élection présidentielle en 2027, après avoir récolté moins

de 1 % des voix en 2012, 2017 et 2022. En [annonçant sa candidature](#), l'enseignante a mis en garde contre « *la guerre que le grand patronat et le gouvernement mènent contre les travailleuses et les travailleurs* ».

▸ déclarée

Clémentine Autain (53 ans)

Députée de la Seine-Saint-Denis

L'AprèsFavorable à une primaire

Ancienne figure de proue de La France insoumise, Clémentine Autain a claqué la porte du mouvement au lendemain des élections législatives de 2024, dénonçant un fonctionnement trop peu démocratique à ses yeux. Avec d'autres anciens « insoumis », elle a cofondé le mouvement L'Après. Elle est candidate à une primaire de la gauche.

▸ déclarée

Delphine Batho (53 ans)

Députée des Deux-Sèvres

Génération EcologieOpposé à une primaire

L'ancienne ministre de l'écologie de François Hollande (2012-2013) est passée du Parti socialiste à Génération écologie en 2018. En 2021, elle a porté une ligne décroissante lors de la primaire écologiste. Elle dénonce aujourd'hui le choix des Ecologistes de participer à une primaire de la gauche pour 2027, qu'elle assimile à une « *autodissolution* ».

▸ déclaré

Karim Bouamrane (53 ans)

Maire de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis)

Parti socialisteOpposé à une primaire

Après la dissolution de 2024, son nom avait circulé pour devenir premier ministre. Opposant interne d'Olivier Faure, le patron du PS, Karim Bouamrane a dit [sur France Inter](#) vouloir incarner par sa candidature « *une France qui sécurise, (...) qui donne la possibilité (...) de pouvoir se soigner, se loger et surtout (...) d'une éducation de qualité* ».

▸ déclaré

Philippe Brun (34 ans)

Député de l'Eure

Parti socialiste

Enarque, encarté au PS depuis l'âge de 17 ans, Philippe Brun fait partie de l'aile gauche du parti à la rose. Conseiller municipal d'opposition à Louviers (Eure) depuis 2020 et député depuis 2022, il s'est déclaré candidat à la primaire interne du PS pour « *porter une ligne populaire* », en plaçant la question des salaires au premier plan de ses priorités.

▸ probable

Bernard Cazeneuve (63 ans)

Ancien premier ministre

La ConventionOpposé à une primaire

L'ex-premier ministre de François Hollande a quitté le PS en 2022, désapprouvant l'alliance avec LFI aux législatives. Dans [Le Figaro](#), il s'est dit « *prêt* » à être candidat en 2027, et désireux de « *réconcilier l'efficacité économique et la justice sociale* ». Il est défavorable à une primaire.

▸ potentiel

Olivier Faure (57 ans)

Député de la Seine-et-Marne

Parti socialisteFavorable à une primaire

Le premier secrétaire du Parti socialiste [a autorisé](#) ses proches à dire qu'« *il se prépare* » pour la présidentielle, même s'il est fragilisé par des contestations internes. Il soutient une primaire de la gauche non mélenchoniste, mais sa proposition d'une consultation en deux temps [n'a pas suscité l'adhésion](#) dans le parti.

▸ potentiel

Raphaël Glucksmann (46 ans)

Eurodéputé

Place publiqueOpposé à une primaire

Cet ex-journaliste a cofondé en 2018 Place publique, un mouvement visant à unifier la gauche non mélenchoniste. Il a mené la liste du PS aux européennes de 2019 et de 2024. Opposé à une primaire, qu'il voit comme [« une volonté de ne pas choisir entre les deux pôles qui existent à gauche »](#), il se donne jusqu'à septembre pour confirmer ou non sa candidature.

▸ déclaré

Jérôme Guedj (54 ans)

Député de l'Essonne

Parti socialisteOpposé à une primaire

Jérôme Guedj entend représenter une « *gauche républicaine* », « *universaliste* » et « *laïque* » en rupture avec LFI. Il a été un proche de Jean-Luc Mélenchon, mais le massacre du 7-Octobre en Israël et ses conséquences ont creusé un fossé entre eux. Il rejette l'idée d'une primaire à gauche.

▸ probable

François Hollande (71 ans)

Député de Corrèze

PS Opposé à une primaire

L'ancien président de la République (2012-2017) reste flou vis-à-vis de ses ambitions pour 2027. Dans un entretien à [Marianne](#), il assure qu'il se « *prépare* » pour l'élection. Redevenu député en 2024, François Hollande se dit hostile à la primaire de la gauche unitaire, privilégiant une candidature social-démocrate.

▸ déclaré

Anasse Kazib (39 ans)

Cheminot et syndicaliste Sud Rail

Révolution permanente

Anasse Kazib avait tenté d'être candidat en 2022, sans obtenir assez de parrainages pour pouvoir concourir. En 2027, il portera de nouveau les couleurs de Révolution permanente. Il doit être jugé le 25 juin pour « apologie du terrorisme » après ses commentaires sur l'attaque d'Israël par le Hamas le 7 octobre 2023.

▸ déclarée

Selma Labib (30 ans)

Conductrice de bus

Nouveau parti anticapitaliste-Révolutionnaires

Selma Labib est militante à la CGT et au NPA-R, une formation « communiste révolutionnaire » issue d'une scission du NPA en 2022. Après avoir porté les couleurs de ce parti aux européennes de 2024

(0,15 % des voix), elle [est candidate à la présidentielle](#), faute d'avoir réussi à négocier une candidature commune avec Nathalie Arthaud de Lutte ouvrière.

▸ déclaré

Benjamin Lucas (35 ans)

Député des Yvelines

Génération.sFavorable à une primaire

Ex-président du Mouvement des jeunes socialistes, Benjamin Lucas a quitté le PS en 2018 pour rejoindre Génération.s, dont il est l'un des deux coordinateurs nationaux. Député depuis 2022, il siège au sein du groupe écologiste. Défenseur de l'union de la gauche, il s'est déclaré candidat à une éventuelle primaire.

▸ déclarée

Lydie Massard

Conseillère municipale de Pontivy

Union démocratique bretonneFavorable à une primaire

Cuisinière dans un lycée professionnel, la porte-parole de l'Union démocratique bretonne, un parti régionaliste classé à gauche, a siégé au Parlement européen entre 2023 et 2024. Elle veut participer à la primaire de la gauche en tant que « *candidate issue du monde du travail* ».

▸ déclaré

Jean-Luc Mélenchon (74 ans)

Fondateur de La France insoumise

La France insoumiseOpposé à une primaire

Le patron de La France insoumise [a annoncé concourir à la présidentielle](#) le 3 mai sur TF1, pour la quatrième fois après 2012 (11,10 % au premier tour), 2017 (19,58 %) et 2022 (21,95 %). Les « insoumis » refusent de participer à une primaire, estimant représenter la meilleure chance de victoire de la gauche.

▸ probable

Fabien Roussel (57 ans)

Dirigeant du Parti communiste français

Parti communiste français Opposé à une primaire

Le secrétaire national du PCF avait obtenu 2,28 % des voix en 2022. S'il n'a pas officialisé une nouvelle candidature pour 2027, il a déclaré auprès du [Parisien](#) que « *le Parti communiste a toute légitimité à présenter un candidat* », excluant de se ranger derrière La France insoumise ou de participer à une primaire. La question d'une candidature communiste autonome doit être tranchée par les adhérents du parti le 6 septembre.

▸ potentielle

Ségolène Royal (72 ans)

Ancienne ministre socialiste

Ex-Parti socialiste Favorable à une primaire

Ancienne ministre et candidate malheureuse à la présidentielle de 2007, Ségolène Royal mène aujourd'hui une forme de diplomatie parallèle à la tête de l'Association France-Algérie. En juillet 2025, elle s'est dite disposée à être candidate en 2027 en cas de primaire de la gauche, sur la ligne de « *l'ordre juste* ».

▸ déclaré

François Ruffin (50 ans)

Député de la Somme

Debout !Favorable à une primaire

Ancienne figure de La France insoumise, François Ruffin a rompu avec le mouvement mélenchoniste lors des élections législatives de 2024.

Partisan d'une primaire, le député de la Somme entend porter « *une nouvelle abolition des privilèges* » et « *protéger* » les Français, tant en matière d'écologie que d'emploi.

▸ déclarée

Marine Tondelier (39 ans)

Secrétaire nationale des Ecologistes

Les EcologistesFavorable à une primaire

La patronne des Ecologistes a été désignée candidate du parti en vue de la primaire de la gauche. Celle qui se présente comme le « *trait d'union de la gauche* » [fait face à des contestations](#) au sein de son parti, certains lui reprochant d'être plus proche du Parti socialiste que de La France insoumise.

▸ potentiel

Boris Vallaud (50 ans)

Député des Landes

Parti socialisteOpposé à une primaire

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée n'a pas annoncé sa candidature, mais s'active pour [proposer une alternative](#) à la ligne du premier secrétaire, Olivier Faure. Il rejette une primaire de la gauche, érigeant en priorité « *la construction d'une coalition la plus large qui soit* ».

Au centre : la question de l'héritage

Face au bilan contesté des deux mandats d'Emmanuel Macron, le camp présidentiel marche sur des œufs à l'approche de 2027. Le secrétaire général du parti présidentiel Renaissance, Gabriel Attal, apparaît comme l'héritier naturel du macronisme, mais il s'efforce de [marquer son indépendance](#) vis-à-vis du chef de l'Etat. Du côté d'Horizons, Edouard Philippe a opéré une rupture nette. Fort de son [succès aux municipales](#) au Havre, l'ancien premier ministre compte réunir le centre et la droite pour s'imposer.

Si plusieurs personnalités de la droite et du centre ont appelé à une primaire pour faire émerger une « *candidature unique* », aucun processus de la sorte n'est sur les rails. Gabriel Attal estime qu'il faut « *assumer* » la présence de « *différents candidats* » avant un « *rassemblement* » fin 2026 ou début 2027, tout comme Edouard Philippe, qui pense que la sélection « *va se faire dans le temps, dans un processus qui n'est pas écrit* ».

► déclaré

Gabriel Attal (37 ans)

Député des Hauts-de-Seine

Renaissance

Chef de file du parti présidentiel Renaissance, [Gabriel Attal se voit en successeur d'Emmanuel Macron](#) pour 2027, même s'il a pris ses distances avec le chef de l'Etat depuis la dissolution de 2024. Il a annoncé officiellement sa candidature le 22 mai, égrenant [des propositions libérales pour l'économie et de « fermeté républicaine » sur les sujets de société](#).

► probable

Gérald Darmanin (43 ans)

Ministre de la justice

Ex-Renaissance, ex-LRFavorable à une primaire

Le garde des sceaux n'a jamais dissimulé son intérêt pour la fonction présidentielle mais, depuis sa reconduction au ministère de la justice dans le gouvernement Lecornu, ses ambitions se font plus discrètes. « *Je prendrai ma décision en fonction du seul intérêt de mon pays* », a-t-il déclaré dans le [Journal du dimanche](#), avant de considérer fin mai, sur France 2, qu'Edouard Philippe est pour l'instant [« le mieux placé »](#).

► déclaré

Edouard Philippe (55 ans)

Maire du Havre

HorizonsOpposé à une primaire

Edouard Philippe est le premier à avoir annoncé sa candidature, dès septembre 2024. Il l'avait conditionnée à sa [réélection comme maire du Havre](#). L'ancien premier ministre (2017-2020) a pris ses distances avec Emmanuel Macron, qu'il a même appelé à démissionner. Sa campagne pourrait être perturbée par [l'enquête judiciaire](#) le visant pour de possibles « *détournement de fonds publics* » au Havre.

A droite : la question de la ligne

La présidentielle de 2022 avait été un traumatisme pour la droite : Valérie Pécresse, la candidate du parti Les Républicains (LR), avait reçu moins de 5 % des suffrages au premier tour. Depuis, tout en restant indépendante du camp présidentiel, la droite a aidé les macronistes à faire adopter leurs politiques, en particulier la réforme des retraites et la loi sur l'immigration en 2023. Elle a aussi partagé la ligne pro-entreprises du président sortant et la recherche d'économies dans les dépenses de l'Etat. Plusieurs personnalités LR gouvernent même aux côtés des centristes depuis

l'automne 2024.

Mais à l'approche de la présidentielle, plusieurs lignes cohabitent à droite dans une certaine cacophonie. En 2024, Eric Ciotti, alors président de LR, avait causé un petit séisme en décidant unilatéralement de s'allier au RN, avant d'être exclu. Par la suite, l'ancien président [Nicolas Sarkozy](#) a laissé entendre qu'une alliance avec l'extrême droite était inéluctable, quand d'autres poids lourds du parti (Xavier Bertrand, Jean-François Copé ou Michel Barnier) y demeurent [farouchement opposés](#).

Une chose est sûre : les militants de LR ont [choisi leur président](#), Bruno Retailleau, pour les représenter. Mais cette désignation ne clôt pas le débat sur une éventuelle primaire – qui pourrait, selon les propositions, se limiter aux seuls prétendants de la droite et du centre, ou inclure aussi Reconquête !, à l'extrême droite.

► déclaré

Xavier Bertrand (61 ans)

Président de la région Hauts-de-France

Les Républicains Opposé à une primaire

Farouchement opposé à toute alliance avec le Rassemblement national, Xavier Bertrand se revendique d'[une droite dite « sociale »](#), « *qui s'interdit d'être dure avec les plus fragiles* », et déplore que « *beaucoup, à droite, ne parlent plus que d'immigration et de sécurité* ». Il s'oppose fermement à toute primaire à droite, estimant que la position dans les sondages devrait suffire à désigner le meilleur candidat de sa famille politique.

► probable

Dominique de Villepin (72 ans)

Ex-premier ministre (2005-2007)

Sa candidature n'est pas officielle, mais l'ex-premier ministre de Jacques Chirac se présente en candidat du [« rassemblement »](#). Célèbre pour avoir porté l'opposition de la France à la guerre en Irak à la tribune de l'Organisation des Nations unies en 2003, il dispose de [peu de relais](#) au sein du parti Les Républicains, dont il n'est plus adhérent depuis 2011, mais pourrait s'appuyer sur La France humaniste, un microparti créé en 2025.

Sa campagne pourrait être perturbée par une [enquête préliminaire du Parquet national financier](#), qui s'intéresse à deux statuettes qu'il a reçues lorsqu'il était ministre des affaires étrangères (2002-2004).

► déclaré

David Lisnard (57 ans)

Maire de Cannes (Alpes-Maritimes)

Nouvelle EnergieFavorable à une primaire

Le maire de Cannes a quitté Les Républicains en mars 2026, reprochant au parti de rester trop proche du camp macroniste. *« Ce n'est pas avec ceux qui ont participé aux gouvernements depuis des années, voire des décennies, que l'on rétablira le pays »*, a-t-il déclaré le 31 mars [sur France 2](#). Favorable à une grande primaire à droite, il entend faire campagne sur une [ligne libérale décomplexée](#).

► déclaré

Bruno Retailleau (65 ans)

Ex-ministre de l'intérieur

Les Républicains

Ancien protégé de Philippe de Villiers, Bruno Retailleau est le patron du parti Les Républicains depuis 2025. Les militants du parti [l'ont désigné candidat pour 2027](#). A l'exception de son année au ministère de l'intérieur

(2024-2025), il a toujours critiqué le macronisme, dont [il juge](#) le bilan « désastreux ». Tenant d'une ligne dure en matière de sécurité et d'immigration, il rejette toutefois un rapprochement avec le RN ou Reconquête !.

A l'extrême droite : la question du casting

Près de 34 % des voix au second tour en 2017, plus de 41 % en 2022... La présidentielle 2027 verra-t-elle le Rassemblement national accéder à l'Élysée – ce qui serait une première pour l'extrême droite dans la V^e République ? Avant de l'envisager, le parti devra savoir qui portera ses couleurs : Marine Le Pen, cheffe de file naturelle mais potentiellement empêchée si la cour d'appel de Paris confirme en juillet sa peine d'inéligibilité dans [l'affaire des assistants parlementaires](#), ou Jordan Bardella, son dauphin ?

Les deux prétendants pourraient entraîner le parti vers des stratégies différentes pour l'emporter. Marine Le Pen pourrait vouloir camper sur une ligne « ni gauche ni droite » et antisystème, tandis que Jordan Bardella, admirateur de Nicolas Sarkozy, apparaît plus enclin à creuser le sillon de l'« union des droites » pour siphonner l'électorat de LR.

Dans tous les cas, le RN devrait chercher à parachever sa stratégie de « dédiablement » lancée après les années Jean-Marie Le Pen. Tout en surveillant la concurrence éventuelle d'une candidature d'Eric Zemmour (Reconquête !). Quant à Eric Ciotti, allié du RN, il ne devrait pas se porter candidat.

▼ déclaré

François Asselineau (68 ans)

Ancien conseiller de Paris

Union populaire républicaine

Après avoir remporté moins de 1 % des suffrages en 2017, François Asselineau avait échoué à réunir les parrainages nécessaires pour se présenter en 2022. Mais le souverainiste, favorable à la sortie de la France de l'Union européenne et de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, entend se présenter à nouveau en 2027. Sa campagne pourrait être percutée par [son renvoi en correctionnelle pour harcèlement sexuel et agression sexuelle sur des collaborateurs](#).

▸ potentiel

Jordan Bardella (30 ans)

Eurodéputé

Rassemblement national

Dauphin incontesté de Marine Le Pen, le jeune eurodéputé a été la cheville ouvrière de la percée du Rassemblement national aux élections européennes de 2019. Il est devenu président de la formation en 2022 et s'est imposé comme le candidat naturel du parti à l'Élysée, dans l'hypothèse où Marine Le Pen serait empêchée de se présenter en raison d'une inéligibilité décidée par la justice.

▸ déclaré

Nicolas Dupont-Aignan (65 ans)

Maire de Yerres (Essonne)

Debout la France

Le souverainiste a été déjà trois fois candidat à l'élection présidentielle (2012, 2017 et 2022). Lors du dernier scrutin, il avait appelé à voter Marine Le Pen au second tour. Sans mandat national depuis 2024, mais réélu à la mairie de Yerres dès le premier tour en mars 2026, il se dit déterminé à être candidat, pour défendre une « *rupture* » avec l'Union européenne et un rapprochement avec la Russie.

▸ potentielle

Marine Le Pen (57 ans)

Députée du Pas-de-Calais

Rassemblement national

Après avoir affronté deux fois Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle (en 2017 et en 2022), la cheffe de file des députés du Rassemblement national pourra-t-elle participer à l'élection en 2027 ? La réponse est [entre les mains de la cour d'appel de Paris](#), qui doit rendre sa décision le 7 juillet dans l'affaire des assistants parlementaires européens. Sa condamnation en première instance à cinq ans d'inéligibilité avec exécution provisoire lui interdit, en l'état, de se présenter.

▸ déclaré

Florian Philippot (44 ans)

Ancien eurodéputé

Les Patriotes

Bras droit de Marine Le Pen au Front national pendant six ans, Florian Philippot rompt avec elle au lendemain de sa défaite en 2017. Dans la foulée, il quitte le parti et prend la présidence des Patriotes, un parti d'extrême droite favorable au « Frexit ». Après avoir manqué de parrainages pour se présenter en 2022, il est de nouveau candidat pour 2027.

▸ probable

Eric Zemmour (67 ans)

Fondateur de Reconquête !

Reconquête !

Le fondateur du mouvement d'extrême droite Reconquête !, qui avait obtenu 7 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, a déclaré le 3 mai qu'il serait candidat à l'élection présidentielle, soit directement, soit dans le cadre d'une hypothétique primaire de la droite et de l'extrême droite. Sa compagne Sarah Knafo, [dont le nom était également évoqué](#), a assuré qu'elle soutenait la candidature de M. Zemmour.

D'autres candidatures plus hypothétiques

En plus de ces candidats déclarés ou pressentis, d'autres noms sont cités comme hypothèses dans les états-majors des partis, sans que les intéressés aient fait part explicitement de leur intérêt pour l'Élysée. C'est le cas, à droite, de Michel Barnier, ex-premier ministre et ancien négociateur européen du Brexit. Enfin, d'autres candidatures sont à surveiller en dehors des grands partis. Il est ainsi possible que [Jean Lassalle](#) brigue de nouveau la fonction suprême, après deux essais infructueux.

Hors des partis, quelques personnalités de la société civile laissent planer le doute plus ou moins explicitement, à l'image de Michel-Edouard Leclerc, le patron des hypermarchés du même nom. D'autres ont déjà affiché leurs ambitions, comme Clara Egger, une universitaire favorable à la « démocratie directe », ou encore [Benoît Mathieu](#), un professeur de mathématiques qui souhaite replacer les citoyens au cœur des décisions. Mais quel que soit leur désir d'« y aller », tous les prétendants devront réunir 500 parrainages d'élus pour se présenter, un filtre souvent fatal pour les « petits candidats ».

Les dates-clés du scrutin

7 juillet 2026

Décision judiciaire cruciale pour Marine Le Pen

La cour d'appel de Paris doit rendre sa décision à cette date dans l'affaire des assistants parlementaires du FN (ancêtre du RN). Marine Le Pen est sous le menace d'une peine d'inéligibilité avec exécution provisoire, comme en première instance, qui l'empêcherait de se présenter à la présidentielle.

Dans ce cas de figure, elle pourrait certes encore se pourvoir en cassation et espérer une nouvelle décision plus favorable avant la présidentielle. Mais elle a déjà annoncé qu'elle ne souhaitait pas attendre jusque-là, préférant organiser son avenir politique à partir de la décision d'appel. En cas d'inéligibilité, c'est Jordan Bardella qui la remplacerait dans la course à l'Élysée.

Fin septembre 2026

Sans lien direct avec l'élection présidentielle, les élections sénatoriales sont susceptibles cependant de modifier les équilibres politiques du Sénat, aujourd'hui dominé par la droite. En fonction du résultat de ces élections et du bord politique du futur président, celui-ci aura plus ou moins de facilité à faire adopter ses mesures par le Parlement.

11 octobre 2026

C'est la date fixée par plusieurs leaders de gauche pour organiser une primaire de la « gauche unitaire » afin de désigner un candidat unique à la présidentielle, mais les contours d'une telle consultation demeurent très imprécis.

A ce stade, le processus est soutenu par les Ecologistes, L'Après, Debout ! et Génération.s., tandis que le Parti communiste, Place Publique et La France insoumise y sont opposés. Les adhérents du PS, eux, [doivent se prononcer](#) le 9 juillet sur leur participation à cette primaire.

Février-mars 2027

Campagne de récolte des parrainages

Les électeurs doivent être convoqués pour le scrutin présidentiel au moins dix semaines avant le premier tour, soit le 7 février. Commence alors la période pendant laquelle les candidats s'efforcent d'engranger les 500 parrainages d'élus requis pour concourir. Ce délai se termine le sixième vendredi avant le premier tour, c'est-à-dire 12 mars.

18 avril 2027

L'exécutif a officialisé cette date en conseil des ministres le 1^{er} juillet 2026. [S'il a suscité quelques critiques](#), ce choix était très contraint. Selon l'article 7 de la Constitution, l'élection présidentielle doit en effet être organisée entre 20 et 35 jours avant la fin du mandat en cours, qui est fixée le 13 mai au soir. Ainsi, deux dimanches étaient possibles pour organiser le premier tour : le 11 ou le 18 avril.

2 mai 2027

Le second tour de l'élection présidentielle se tient forcément deux semaines après le premier tour. Il interviendra donc cette année au lendemain de [la fête des travailleurs du 1^{er}-Mai](#), un temps fort social utilisé par les syndicats pour faire valoir leurs revendications.

14 mai 2027

Début du nouveau mandat présidentiel

Le second mandat d'Emmanuel Macron se termine le 13 mai et son successeur prend le relais à partir du lendemain.

Du 3 juin au 23 juin 2027

Probables élections législatives

Comme les députés en poste ont été élus en juin et juillet 2024, après la dissolution, leurs mandats ne sont pas censés être remis en jeu avant 2029. Cependant, le nouveau président sera tenté de dissoudre lui aussi l'Assemblée juste après son entrée en fonction, de manière à provoquer des élections législatives, avec l'espoir d'obtenir une majorité dans

l'hémicycle. Si tel était le cas, l'élection des députés devrait être organisée sous 20 à 40 jours, donc entre le 3 et le 23 juin. Trois dimanches entrent dans cette fenêtre temporelle : le 6, le 13 et le 20.

Mise à jour le 20 avril : ajout de l'officialisation de la candidature de Bruno Retailleau.

Mise à jour le 30 avril : ajout de la candidature probable de Bernard Cazeneuve.

Mise à jour le 3 mai : ajout de la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

Mise à jour le 21 mai : ajout des candidatures de Dephine Batho, Benjamin Lucas, Lydie Massard, Florian Philippot et Ségolène Royal, et retrait de Sarah Knafo et Laurent Wauquiez, qui ont exclu de se présenter.

Mise à jour le 22 mai : officialisation de la candidature de Gabriel Attal.

Mise à jour le 27 mai : correction de l'étiquette politique de Jean Lassalle.

Mise à jour le 2 juin : ajout de la candidature d'Anasse Kazib.

Mise à jour le 9 juin : ajout de l'officialisation de la candidature de Karim Bouamrane.

Mise à jour le 15 juin : actualisation de plusieurs profils et ajout de la candidature de Benoît Mathieu.

Mise à jour le 29 juin : ajout de la candidature de Selma Labib.

Mise à jour le 2 juillet : ajout de la candidature de Philippe Brun.

Pour approfondir (3 articles)

[Réutiliser ce contenu](#)